

Les crédits

Qu'en dites-vous?

M. Heap: Monsieur le Président, c'est une question très générale, mais je ne dirais pas que nous nous dirigeons vers une dépression.

Il y a quelques semaines, j'ai entendu quelqu'un à la radio dire que le Canada était en train de retomber dans la récession. J'ai été stupéfait parce que je n'avais pas remarqué que nous en étions sortis. Cela a dû arriver à trois heures du matin, pendant que je dormais.

Je dirais plutôt que nous sommes en dépression. Je sais que les députés d'en face et le ministre des Finances font des prévisions optimistes, mais nous savons par expérience qu'elles sont fausses. Je pense que nous traversons de nouveau une dépression comparable à celles des années 30. Nous n'avions pas connu une telle crise depuis 50 ans.

• (1300)

M. Bob Speller (Haldimand—Norfolk): Monsieur le Président, je suis heureux de pouvoir parler aujourd'hui de la crise économique qui frappe l'Ontario où se trouve ma circonscription de Haldimand—Norfolk. Nous avons malheureusement en Ontario un gouvernement néo-démocrate qui, comme mon vis-à-vis l'a dit, a présenté quelques mesures législatives radicales à un moment très inopportun, et ces mesures n'aideront pas l'Ontario à se doter des structures nécessaires pour faire face à la concurrence internationale dans les années à venir.

L'Ontario est à un moment déterminant pour son avenir économique. Cette province et le Canada devront bientôt relever de nombreux défis. Nous savons tous que notre économie traverse une période de restructuration profonde en raison de l'intégration de plus en plus marquée des économies mondiales. Nous en voyons chaque jour les effets autour de nous et nous constatons que nous ne pouvons plus soutenir la concurrence.

Au même moment, le gouvernement nous dit que nous devons être plus concurrentiels. Cependant, il ne nous suggère aucun véritable moyen d'y parvenir. Nous avons traditionnellement beaucoup compté sur nos ressources naturelles. Les industries liées aux ressources constituent les fondements de notre économie, et nous sommes le premier de tous les pays industrialisés pour l'exportation de ressources naturelles brutes.

Les industries fondées sur les ressources sont en perte de vitesse depuis quelques années, et le Canada doit faire face à une concurrence de plus en plus vive des pays en développement. Le Canada et l'Ontario doivent sérieusement se mettre à la tâche et trouver des solutions.

Le secteur manufacturier, autre pilier de l'économie ontarienne, connaît aussi un déclin. Beaucoup ont dit que le Canada, et plus précisément l'Ontario, étaient en cours de désindustrialisation. Des centaines de milliers d'emplois dans le secteur manufacturier, surtout en On-

tario, sont disparus depuis 1988 parce que des entreprises ont fermé leurs portes ou sont allées se réinstaller aux États-Unis.

J'ai l'impression que la plupart des Canadiens attribuent ces pertes d'emplois au libre-échange. La plupart condamnent également la politique économique du gouvernement, la tenant responsable du ralentissement de notre économie. Bien que je ne sois pas en désaccord avec eux, je soutiens que ce sont non seulement les politiques financière et économique du gouvernement, mais également un manque de leadership aux niveaux tant fédéral que provincial, qui empêchent les provinces de s'attaquer réellement au grave problème que constitue l'insuffisance de personnes bien formées pouvant soutenir la concurrence dans un monde en constante évolution.

Quoi qu'il en soit, au cours du débat sur l'Accord de libre-échange, le gouvernement avait promis de mettre sur pied les meilleurs programmes de réadaptation au monde. Or, nous ne les avons pas encore vus. Dans ma région, il y a des listes de plus en plus longues de personnes qui ont désespérément besoin d'une formation, et je suis sûr qu'il en est également ainsi dans les régions de tous les députés.

Je soutiens que les citoyens du pays, des provinces et des circonscriptions savent beaucoup mieux que les députés de la Chambre qu'ils auront besoin d'une formation et de compétences meilleures et plus nombreuses pour livrer concurrence. Ce dont ils ont besoin de la part des députés, ce sont du dévouement et de la détermination nécessaires pour leur offrir les programmes qui leur permettront de recevoir une formation.

À l'instar de beaucoup de députés des deux côtés de la Chambre, je comprends l'importance d'une meilleure compétitivité. Je sais que notre économie change et que l'industrie canadienne doit s'adapter en conséquence. Je me rends compte que nous ne pouvons pas revenir en arrière, mais plutôt aller de l'avant, et qu'il faut changer les mentalités protectionnistes de bien des Canadiens et, en fait, des députés de tous les partis de la Chambre. C'est un fait. Je comprends que le gouvernement a effectivement un rôle à jouer pour restructurer notre économie, et j'estime qu'il n'a pas bien joué ce rôle.

Le gouvernement nous a dit que notre économie doit être plus diversifiée et que nous devons devenir plus concurrentiels dans les secteurs de la fabrication, des sciences et de la technologie, de la recherche et du développement ainsi que de l'enseignement. Beaucoup d'études traitent des moyens d'y parvenir. Or, les gouvernements qui se sont succédé ces dernières années n'ont tout simplement pas eu la détermination voulue pour donner un sens à ces études et pour les traduire en mesures concrètes.